

Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique  
Ministère de la santé et des sports  
Ministère de la jeunesse et des solidarités actives

Direction de la Sécurité sociale  
Sous-direction du financement du  
système de soins  
Bureau chargé des relations avec  
les professions de santé

Personne chargée du dossier : Bruno CAMPAGNE

tél. : 01 40 56 74 49

fax : 01 40 56 73 95

mél. : [bruno.campagne@sante.gouv.fr](mailto:bruno.campagne@sante.gouv.fr)

La ministre de la santé et des sports

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des  
agences régionales de santé  
(pour exécution) (pour information)

INSTRUCTION N°DSS/1B/2010/382 du 28 octobre 2010 relative à l'installation des unions  
régionales des professionnels de santé compétentes pour les médecins.

Date d'application : immédiate

NOR : **SASS1027728J**

Classement thématique : Professions de santé

**Validée par le CNP le 22 octobre 2010 - Visa CNP 2010-248**

**Catégorie :**

Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

**Résumé :** la présente instruction vise à décrire le processus visant à assurer la transition des URML aux URPS.

**Mots-clés :** union régionales des professionnels de santé compétente pour les médecins, unions régionale des médecins libéraux, loi HPST

**Textes de référence :** Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 123.

Articles L.4031-1 et suivants du code de la santé publique.

Décret n°2010-585 du 2 juin 2010 relatif aux unions régionales de professionnels de santé.

Articles R.4031-1 à R.4031-51 du code de la santé publique

**Textes abrogés :** néant

**Textes modifiés :** néant

**Annexes :** néant

Les élections des unions régionales des professionnels de santé compétentes pour les médecins se sont déroulées le 29 septembre. Les résultats ont été communiqués au début du mois d'octobre.

Il convient désormais d'organiser la transition entre les unions régionales des médecins libéraux et les unions régionales des professionnels de santé compétentes pour les médecins.

Les URPS compétentes pour les médecins vont prendre la suite des URML. La loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires prévoit dans son article 123-III que *« les conditions dans lesquelles s'opère, après la date d'entrée en vigueur du présent article, le transfert des biens, droits et obligations de chaque union régionale des médecins exerçant à titre libéral à l'union régionale des professionnels de santé compétente pour les médecins du même ressort font l'objet d'une convention entre ces deux instances. A défaut d'accord, le juge judiciaire est saisi à l'initiative de la partie la plus diligente. Ces transferts sont effectués à titre gratuit et ne donnent lieu à aucune imposition »*.

Par l'article 123 de la loi précitée, le législateur a entendu opérer un transfert total des biens des URML aux URPS-médecins par voie de convention. Cette convention permet de procéder à un récapitulatif des biens, droits et obligations de l'URML dévolus à l'URPS.

Il convient de procéder par étapes successives. Je vous propose le schéma suivant :

- 1- Rencontrer le président de l'URML et les têtes de listes des syndicats en région pour préciser la marche à suivre concernant la mise en place des URPS.
- 2- S'assurer auprès des URML qu'elles ont inventorié les droits et obligations dont elles sont titulaires (actifs et passifs) avant le passage de ces droits et obligations à la nouvelle union.
- 3- Procéder à l'installation des URPS courant novembre. Compte tenu de la sensibilité des acteurs, il semble utile que l'installation de la nouvelle URPS soit assurée conjointement par le président de l'ancienne URML et le DG ARS. Je vous propose donc de procéder à une convocation conjointe. La première Assemblée Générale sera présidée par le doyen d'âge jusqu'à l'élection du président.
- 4- Sitôt l'installation des URPS, il convient que le président signe la convention de transfert avec le président de l'URML.

Vous trouverez ci-après un descriptif de la procédure qui pourra être suivi.

### *1. Organiser avec l'URML le transfert des personnels, droits et obligation*

Dès à présent, les URML doivent commencer à procéder à un recensement des droits et obligations qu'elles détiennent vis-à-vis de leurs personnels et de structures extérieures (banques, assurances, entreprises ou toutes autres structures...). Il est nécessaire que le comptable et les commissaires aux comptes procèdent à un récapitulatif complet des actifs et passifs de l'URML. Ce travail devra, par la suite, être présenté à l'assemblée de l'URML pour être « validé ». La date du 30 septembre peut être retenue pour procéder à l'arrêté des comptes.

- S'agissant des personnels, les principes généraux du droit du travail (article L. 1224-1 - ex article L. 122-12) s'appliquent. Il y a donc obligation légale de reprise du personnel avec maintien des contrats de travail ;
- Sur la question des actifs et des passifs (transfert des biens immobiliers et mobiliers détenus par l'URML ainsi que des créances et dettes éventuelles), la rédaction de l'article 123 de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) est très claire : *« les transferts sont effectués à titre gratuit et ne donnent lieu à aucune imposition »*

### *2. Procédure de passation*

Il convient que l'URML procède à cette opération, elle doit préparer la clôture des comptes et la « liquidation » de l'URML.

L'assemblée de l'URML doit être convoquée pour valider les comptes certifiés par les commissaires aux comptes avant signature de la convention de transfert ;

La convocation de l'assemblée de l'URML reste bien sur du ressort de chaque président et ce dans le respect de leur règlement intérieur. Elle pourra être organisée le même jour que la première Assemblée générale de l'URPS.

### *3. L'installation des nouvelles URPS*

La convocation de l'assemblée sera effectuée conjointement par le président de l'URML sortante et le DG ARS. Elle devra comporter les points suivants :

- Installation des nouvelles unions
- Elaboration du règlement intérieur
- Election du bureau de l'assemblée
- Validation du règlement intérieur

Le lieu de cette installation sera laissé à l'appréciation du président de l'URML.

Dans le cas où un problème se poserait et dans l'hypothèse où cette assemblée ne serait pas convoquée avant la fin du mois d'octobre, le directeur général (ou son représentant) se chargera de procéder à cette installation.

### *4. La passation des droits et obligations*

Le jour de l'installation, le président des URML signera en présence du président de l'URPS la convention de transfert.

Il n'est pas impossible que les présidents de certaines URML soient membres du bureau voire présidents des URPS nouvellement constituées. Afin de contourner la difficulté d'avoir le même signataire qui occupe simultanément deux fonctions, il conviendra que cette convention soit contresignée pour les URML par le président de la commission de contrôle.

### *5. La structuration de l'URPS*

Assez rapidement après la première Assemblée générale, une deuxième Assemblée générale doit être organisée pour valider le règlement intérieur et, ainsi, doter des moyens de fonctionner.

Le Directeur de la sécurité sociale

**SIGNE**

Dominique LIBAULT